Parlement européen

Séance plénière

Newsletter, 3-6 avril 2017 - Session plénière - Strasbourg

[30-03-2017 - 16:07]

Brexit: les députés préciseront leurs principales conditions pour consentir à un futur accord de retrait 4

Les groupes politiques présenteront mercredi lors d'un débat clé en plénière leurs priorités sur le Brexit, juste avant le début des négociations sur le retrait du Royaume-Uni de l'UE. Les députés voteront ensuite une résolution qui officialisera les principales préoccupations et les principaux objectifs du Parlement européen tout au long du processus.

Le Président allemand Frank-Walter Steinmeier s'adressera au Parlement européen 5

Le Président fédéral allemand nouvellement élu, Frank-Walter Steinmeier, s'adressera aux députés en séance solennelle mardi à midi. Auparavant ministre fédéral des affaires étrangères, M. Steinmeier a été élu 12e Président de la République fédérale d'Allemagne le 12 février 2017. Il a pris ses fonctions le 19 mars.

Dispositifs médicaux: la commission de la santé en faveur de critères plus stricts 6

Des projets législatifs pour une surveillance et des procédures de certification renforcées des dispositifs médicaux tels que les implants mammaires et les prothèses de hanches seront votés mercredi, ainsi qu'une législation pour une meilleure information et des critères éthiques plus stricts envers les dispositifs médicaux de diagnostic tels que les tests de grossesse ou ADN. Les deux dossiers font l'objet d'un accord avec le Conseil des ministres.

Émissions automobiles: débat et vote final sur les recommandations de la commission d'enquête 7

Mardi, les députés débattront et voteront des recommandations à la Commission européenne et aux États membres sur la façon de remédier aux contrôles sur les constructeurs automobiles et de combler les lacunes juridiques afin de prévenir de futures fraudes aux essais d'émissions tout en respectant les lois de protection de la qualité de l'air.

Itinérance: vote final sur les plafonds des prix de gros 8

Un accord informel entre le Parlement et le Conseil, sur les plafonds des prix de gros relatifs aux transferts de données en itinérance entre les pays de l'UE, sera débattu mercredi soir et soumis au vote du Parlement jeudi.

Limiter le recours à huile de palme pour lutter contre la déforestation 9

L'UE devrait limiter les impacts environnementaux, comme la déforestation et la dégradation d'habitats liés à la production non durable d'huile de palme, en particulier en Asie du sud-est, selon une résolution qui sera votée mardi. Les députés demandent l'élimination progressive de l'utilisation dans les biocarburants d'huiles végétales sources de déforestation d'ici 2020, ainsi qu'un système unique de certification pour l'huile de palme entrant sur le marché européen.

Débat sur les discours de haine, le populisme et les ''fake news'' 10

Les discours de haine, le populisme et les ''fake news'' sur les réseaux sociaux feront l'objet d'un débat en plénière mercredi après-midi. Les députés discuteront de la manière dont l'UE pourrait mieux répondre à ces phénomènes et prévenir toute ingérence dans le processus démocratique, notamment lors des élections.

Transferts de données UE/États-Unis: protection insuffisante contre la transmission de données personnelles 11

Le ''bouclier de protection'' entre l'UE et les États-Unis relatif aux transferts de données à des fins commerciales doit respecter la législation européenne en

matière de protection des données personnelles, conformément à la Charte des droits fondamentaux et aux nouvelles règles en matière de protection des données, déclarent les députés dans un projet de résolution en amont de la première révision annuelle du cadre prévu cet été.

Le Président de l'Eurogroupe prié de venir débattre des réformes grecques 12

Jeroen Dijsselbloem, Président de l'Eurogroupe et figure de proue de la "troïka", a été invité au Parlement pour expliquer l'état d'avancement de la deuxième révision du programme d'ajustement économique pour la Grèce lors d'un débat mardi après-midi.

Révision des règles d'homologation des véhicules pour éviter de nouveaux scandales des émissions 13

Pour prévenir un nouveau scandale du type de celui des émissions de Volkswagen, le Parlement modifiera, suite à un vote mardi, les règles du système d'homologation des véhicules de l'UE. L'objectif étant de faire en sorte que les tests de sécurité et environnementaux soient réalisés de façon plus indépendante, et de renforcer la capacité de contrôle de l'UE et des États membres sur les véhicules déjà en circulation.

Exemption de visa pour l'Ukraine: vote final du Parlement 14

Les citoyens ukrainiens auront le droit de voyager dans l'UE sans visa, selon un projet législatif mis aux voix jeudi en séance plénière. Le texte a déjà été convenu de manière informelle avec le Conseil. Il devrait entrer en vigueur début juin.

Des règles pour protéger les petits investisseurs et aider les PME à accéder à diverses sources de capitaux 15

Les entreprises, en particulier les PME, devraient considérer qu'il est plus facile et moins onéreux d'accéder à diverses sources de capitaux à travers l'UE, grâce aux nouvelles règles visant à simplifier les prospectus publiés en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation. Ces règles seront débattues mardi et mises aux voix du Parlement mercredi.

Vote final sur les règles facilitant l'accès des PME à diverses sources de capitaux à travers l'UE 16

Un projet de règles visant à rendre les fonds monétaires plus résistants aux crises et aux perturbations du marché sera soumis au vote final du Parlement mercredi. Les fonds monétaires fournissent des actifs liquides facilement accessibles aux investisseurs souhaitant diversifier leur portefeuille, aux start-ups et aux petites et moyennes entreprises (PME), mais ils peuvent être vulnérables aux retraits effectués dans des conditions de panique.

Le Parlement en faveur de la flexibilité budgétaire: 6 milliards d'euros supplémentaires pour l'emploi, la croissance et la résolution de la crise migratoire 17

Les projets facilitant le transfert de fonds au sein du budget à long terme de l'UE, afin de relever des défis urgents tels que résoudre la crise migratoire, accroître la sécurité, encourager la croissance et créer de l'emploi, seront mis aux voix mercredi. Le Parlement œuvre depuis longtemps en faveur d'une flexibilité accrue du cadre financier pluriannuel (CFP), qui s'appliquerait à la période restante du CFP 2014-2020.

Migration: les députés demandent des mesures multilatérales 18

Des mesures multilatérales sont nécessaires de toute urgence pour gérer le nombre sans précédent de migrants en déplacement dans le monde, et notamment pour mettre un terme aux décès en Méditerranée, vont insister les députés dans une résolution qui sera débattue mardi et mise aux voix mercredi.

Corps européen de solidarité: les députés demanderont un budget dédié 19

Les députés vont en appeler à une législation rigoureuse et à un financement dédié pour le nouveau corps de solidarité qui crée 100 000 postes de bénévoles et emplois rémunérés destinés aux jeunes. Toutefois, le nouveau dispositif ne devrait pas être financé aux dépens d'Erasmus+ ou d'autres programmes européens, déclarent les députés dans un projet de résolution qui sera mis aux voix jeudi.

Exportations brésiliennes de viande avariée : les députés interrogent la Commission sur les risques pour les consommateurs européens 20

Quelle quantité de viande contaminée du Brésil a-t-elle atteint les côtes de l'UE, pourquoi les contrôles aux frontières de l'UE n'ont-ils pas révélé une fraude alimentaire apparemment systémique et quel impact ce scandale aura-t-il sur les négociations commerciales en cours avec le Mercosur? Telles sont les questions que les députés poseront à la Commission lundi soir.

Séance plénière

Les députés approuvent l'aide de 71,5 millions d'euros de l'UE après les catastrophes naturelles au Royaume-Uni, à Chypre et au Portugal 21

Les députés devraient approuver lors d'un vote mercredi une aide de l'UE d'un montant de 71 524 810 euros pour réparer les dommages causés par les inondations au Royaume-Uni de décembre 2015 à janvier 2016, par les incendies à Chypre d'octobre 2015 à juin 2016 et par les incendies sur l'île portugaise de Madère en août 2016. Cette aide est financée par le Fonds de solidarité de l'UE.

Les députés appellent à mettre fin aux nouvelles autorisations de maïs génétiquement modifié 23

Une résolution non contraignante, qui s'oppose au projet de la Commission visant à autoriser l'importation de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux dérivés du maïs génétiquement modifié résistant aux herbicides et aux parasites ou en contenant, sera mise aux voix mercredi. Elle souligne le manque de données sur les nombreuses sous-combinaisons de la variété -qui seraient aussi autorisées- et réitère l'appel du Parlement pour une réforme de la procédure d'autorisation des OGM dans l'UE.

Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie 24

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, le jeudi 6 avril vers 10h00, avec des votes intervenant à 12h00 sur les sujets suivants:

Autres sujets à l'ordre du jour 25

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

Nicolas DELALEU
BXL: (+32) 2 28 44407
EMAIL: presse-fr@europarl.europa.eu

Baptiste CHATAIN
BXL: (+32) 2 28 40992
STR: (+33) 3 881 74151
PORT: (+32) 498 98 13 37
EMAIL: presse-fr@europarl.europa.eu

Emilie TOURNIER
BXL: (+32) 2 28 30578
STR: (+33) 3 881 72649
PORT: (+32) 473 55 74 66
EMAIL: presse-FR@europarl.europa.eu

http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/plenary

En savoir plus

- Projet d'ordre du jour
- EP Live: suivre la séance en direct
- Europarl TV
- Conférences de presse et autres événements
- Site du service audiovisuel du Parlement européen
- EP Newshub
- Service de recherche du PE: podcasts sur les principales questions de la plénière

Brexit: les députés préciseront leurs principales conditions pour consentir à un futur accord de retrait

Les groupes politiques présenteront mercredi lors d'un débat clé en plénière leurs priorités sur le Brexit, juste avant le début des négociations sur le retrait du Royaume-Uni de l'UE. Les députés voteront ensuite une résolution qui officialisera les principales préoccupations et les principaux objectifs du Parlement européen tout au long du processus.

Le projet de résolution place l'égalité des droits des citoyens de l'UE vivant au Royaume-Uni et ceux des Britanniques vivant dans l'UE au cœur des priorités du Parlement. Il précise par ailleurs que le Royaume-Uni demeure un membre de l'UE jusqu'à son départ officiel, ce qui implique des droits mais aussi des obligations, notamment concernant les engagements financiers qui pourraient courir au-delà de la date de retrait.

La résolution poursuit en mettant en garde contre toute tentative de compromis entre la sécurité et l'avenir de la relation économique entre l'UE et le Royaume-Uni, et s'oppose à une relation économique caractérisée par des accords sectoriels.

Enfin, la résolution tend une branche d'olivier en déclarant que des négociations sur des ''dispositions transitoires'' devraient commencer durant la période de deux ans prévue par l'article 50, mais uniquement si et quand des progrès tangibles auront été réalisés concernant l'accord de retrait. De telles dispositions transitoires ne pourront pas durer plus de trois ans, précise le texte.

Quant à la relation future entre l'UE et le Royaume-Uni, elle ne pourra être déterminée que lorsque le pays aura effectivement quitté l'Union, précise la résolution.

Débat: mercredi 5 avril

Vote: mercredi 5 avril

Procédure: résolution non législative

#BREXIT

En savoir plus

- Projet de résolution (en anglais)
- Enregistrement vidéo de la conférence de presse avec le Président du PE, Antonio Tajani, et le coordinateur du PE pour le Brexit, Guy Verhofstadt (29.03.2017)
- Profil du coordinateur sur la question du Brexit pour le PE, Guy Verhofstadt (ADLE, BE)
- Note d'information sur l'article 50 (infographie et vidéo)
- Think tank du PE: Retrait du Royaume-Uni de l'UE - les questions juridiques et procédurales (27.03.2017, en anglais)
- Matériel audiovisuel pour professionnels

Le Président allemand Frank-Walter Steinmeier s'adressera au Parlement européen

Le Président fédéral allemand nouvellement élu, Frank-Walter Steinmeier, s'adressera aux députés en séance solennelle mardi à midi. Auparavant ministre fédéral des affaires étrangères, M. Steinmeier a été élu 12e Président de la République fédérale d'Allemagne le 12 février 2017. Il a pris ses fonctions le 19 mars.

Frank-Walter Steinmeier, 61 ans, a été chef de la chancellerie fédérale à partir de 1999. Il a ensuite été nommé ministre fédéral des affaires étrangères en 2005 et a aussi occupé le poste de vice-chancelier à partir de 2007. En 2009, il a été élu député au Bundestag. Le groupe parlementaire du SPD (parti social-démocrate) au Bundestag l'a élu président du groupe. Quatre ans plus tard, il devenait à nouveau ministre fédéral des affaires étrangères, portefeuille qu'il a occupé jusqu'en janvier 2017.

Les Présidents allemands qui se sont déjà exprimés devant le Parlement sont:

- Roman Herzog (10.10.1995),
- Johannes Rau (4.4.2001), et
- Horst Köhler (14.3.2006).

Débat: mardi 4 avril

Procédure: séance solennelle

#Germany

En savoir plus

- Site internet de la Présidence de la République fédérale d'Allemagne (en anglais)
- Matériel audiovisuel pour professionnels

Dispositifs médicaux: la commission de la santé en faveur de critères plus stricts

Des projets législatifs pour une surveillance et des procédures de certification renforcées des dispositifs médicaux tels que les implants mammaires et les prothèses de hanches seront votés mercredi, ainsi qu'une législation pour une meilleure information et des critères éthiques plus stricts envers les dispositifs médicaux de diagnostic tels que les tests de grossesse ou ADN. Les deux dossiers font l'objet d'un accord avec le Conseil des ministres.

Le projet législatif définit un système de surveillance post-autorisation beaucoup plus strict, afin que les problèmes impliquant des dispositifs déjà sur le marché soient identifiés et pris en compte le plus rapidement possible. Après le scandale PIP, de nombreuses patientes ne savaient tout simplement pas si elles avaient reçu des implants défaillants. Le texte introduit un système d'identification afin de savoir quel patient a reçu quel dispositif.

L'accord avec le Conseil prévoit également des inspections aléatoires des fabricants après que les dispositifs ont été mis sur le marché, ainsi que des contrôles plus stricts des organismes de certification, qui devront employer des personnes qualifiées dans le domaine médical. Les dispositifs à haut risque, comme les implants et les tests VIH, seront soumis à une procédure de vérification supplémentaire.

Débat: mardi 4 avril

Vote: mercredi 5 avril

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en deuxième lecture

#medicaldevices

En savoir plus

- Position du Conseil: dispositifs médicaux
- Position du Conseil: dispositifs médicaux de diagnostic in vitro
- Projet de recommandation pour la seconde lecture sur les dispositifs médicaux (prochainement disponible)
- Projet de recommandation pour la seconde lecture sur les dispositifs médicaux de diagnostic in vitro
- Communiqué de presse suite au vote en commission (15.06.2016)
- Profil du rapporteur sur les dispositifs médicaux, Glenis Willmott (S&D, UK)
- Profil du rapporteur sur les dispositifs médicaux de diagnostic in vitro, Peter Liese (PPE, DE)
- Fiche de procédure sur les dispositifs médicaux
- Fiche de procédure sur les dispositifs médicaux de diagnostic in vitro
- Service de recherche du PE: Les dispositifs médicaux et les dispositifs médicaux de diagnostic in vitro
- Matériel audiovisuel pour professionnels

Émissions automobiles: débat et vote final sur les recommandations de la commission d'enquête

Mardi, les députés débattront et voteront des recommandations à la Commission européenne et aux États membres sur la façon de remédier aux contrôles sur les constructeurs automobiles et de combler les lacunes juridiques afin de prévenir de futures fraudes aux essais d'émissions tout en respectant les lois de protection de la qualité de l'air.

En février, la commission d'enquête sur la mesure des émissions dans le secteur de l'automobile (EMIS) a terminé son travail d'une année avec un rapport final et des projets de recommandations. Les députés ont conclu que même si la Commission européenne et les États membres savaient déjà il y a une décennie que les émissions d'oxyde d'azote (NOx) des véhicules diesel lors de tests en laboratoires différaient sensiblement de celles mesurées sur les routes, ils n'ont pas agi de manière appropriée pour protéger la qualité de l'air et la santé publique.

Les projets de recommandations demandent que les règles de l'UE dans ce domaine soient clarifiées, renforcées et mieux appliquées. Les lois, qui remplaceraient les mesures de laboratoire irréalistes par des tests en "conditions de conduite réelles", devraient être adoptées rapidement, avec une surveillance supplémentaire par l'UE de l'homologation et du système de surveillance du marché des véhicules automobiles.

Débat: mardi 4 avril

Vote: mardi 4 avril

Procédure : résolution sur un sujet d'actualité

Conférence de presse : mardi 4 avril à 15h

#caremissions

En savoir plus

- Projet de recommandation à la suite de l'enquête sur la mesure des émissions dans le secteur automobile
- Rapport final sur l'enquête sur la mesure des émissions dans le secteur automobile
- Communiqué de presse sur le vote en commission (28.02.2017, en anglais)
- Profil du co-rapporteur Jens GIESEKE (PPE, DE)
- Profil du co-rapporteur Gerben-Jan GERBRANDY (ADLE, NL)
- Fiche de procédure
- Étude du PE: obligations légales relatives aux mesures des émissions dans le secteur automobile de l'UE (juin 2016, en anglais)
- Étude EPRS: Tests des émissions de véhicules: au-delà du cas VW (octobre 2015, en anglais)
- Matériel audiovisuel pour professionnels

Itinérance: vote final sur les plafonds des prix de gros

Un accord informel entre le Parlement et le Conseil, sur les plafonds des prix de gros relatifs aux transferts de données en itinérance entre les pays de l'UE, sera débattu mercredi soir et soumis au vote du Parlement jeudi.

Plafonner les prix de gros de l'itinérance est une étape nécessaire vers l'abolition totale des frais d'itinérance supplémentaires au détail, le 15 juin 2017, ce qui permettra aux possesseurs de téléphones portables de transférer des données lorsqu'ils voyagent dans les pays de l'UE, comme ils le feraient chez eux, et ce, sans aucun surcoût.

Des plafonds plus bas pour les transferts de données permettraient aux consommateurs de l'Union d'accéder à davantage de contenu audiovisuel lorsqu'ils voyagent d'un pays à l'autre. Ils pourraient également contribuer à ouvrir l'accès du marché aux opérateurs de télécommunication de petite taille et virtuels.

Débat: mercredi 5 avril

Vote: jeudi 6 avril

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

#roaming

En savoir plus

- Projet de rapport sur les règles applicables aux marchés de gros de l'itinérance
- Communiqué de presse suite aux négociations interinstitutionnelles (01.02.2017)
- Profil du rapporteur Miapetra Kumpula-Natri (S&D, FI)
- Fiche de procédure
- Briefing du service de recherche du PE (février 2017)
- Matériel audiovisuel pour professionels

Limiter le recours à huile de palme pour lutter contre la déforestation

L'UE devrait limiter les impacts environnementaux, comme la déforestation et la dégradation d'habitats liés à la production non durable d'huile de palme, en particulier en Asie du sud-est, selon une résolution qui sera votée mardi. Les députés demandent l'élimination progressive de l'utilisation dans les biocarburants d'huiles végétales sources de déforestation d'ici 2020, ainsi qu'un système unique de certification pour l'huile de palme entrant sur le marché européen.

Les députés notent que 46% de l'huile de palme importée dans l'UE est utilisée dans la production de biocarburants, ce qui occupe près d'un million d'hectares d'espaces tropicaux. Ils appellent la Commission à prendre des mesures pour éliminer progressivement le recours aux huiles végétales qui accélèrent la déforestation, parmi lesquelles l'huile de palme, d'ici 2020.

Note aux rédacteurs

Les députés soulignent qu'une part importante d'huile de palme est produite en infraction aux droits humains fondamentaux et sans critères sociaux adéquats. Les exploitants font fréquemment travailler des enfants, et l'utilisation des sols est l'objet de nombreux conflits entre les communautés indigènes et les concessionnaires d'huiles de palme.

Débat: lundi 3 avril

Vote: mardi 4 avril

Procédure: résolution non législative

#Palmoil #deforestation

En savoir plus

- Projet de résolution sur l'huile de palme et la déforestation des forêts tropicales humides (en anglais)
- Communiqué de presse suite au vote en commission (09.03.2017, en anglais)
- Profil du rapporteur Kateřina Konečná (GUE/NGL, CZ)
- Fiche de procédure
- Service de recherche du PE: l'impact des biocarburants sur le transport et l'environnement, et leur lien avec le développement agricole en Europe

Débat sur les discours de haine, le populisme et les ‘‘fake news’’

Les discours de haine, le populisme et les ‘‘fake news’’ sur les réseaux sociaux feront l’objet d’un débat en plénière mercredi après-midi. Les députés discuteront de la manière dont l’UE pourrait mieux répondre à ces phénomènes et prévenir toute ingérence dans le processus démocratique, notamment lors des élections.

En novembre 2016, le Parlement a adopté une résolution visant à contrer la propagande dirigée contre l’UE par des tiers.

Débat d’actualité

Le nouveau règlement du Parlement (article 153) prévoit un débat d’actualité, d’une durée comprise entre 60 et 90 minutes, lors de chaque session afin d’aborder des sujets d’actualité d’intérêt majeur pour la politique européenne. Ces sujets sont proposés par un groupe politique et chaque groupe a le droit de proposer au moins une fois un tel débat.

Débat: mercredi 5 avril

Procédure: débat d’actualité

#fakenews

En savoir plus

- Communiqué de presse du PE: Les députés sonnent l’alarme à propos de la propagande anti-UE de la Russie et des groupes terroristes islamistes
- Étude sur la politique du PE sur les communications stratégiques de l’UE visant à contrer la propagande (en anglais)

Transferts de données UE/États-Unis: protection insuffisante contre la transmission de données personnelles

Le ‘‘bouclier de protection’’ entre l’UE et les États-Unis relatif aux transferts de données à des fins commerciales doit respecter la législation européenne en matière de protection des données personnelles, conformément à la Charte des droits fondamentaux et aux nouvelles règles en matière de protection des données, déclarent les députés dans un projet de résolution en amont de la première révision annuelle du cadre prévu cet été.

Des questions demeurent, entre autres, quant à l’utilisation de données de masse pour des raisons liées à la sécurité nationale, à l’accès au recours juridictionnel pour les citoyens de l’UE, et à l’indépendance du dispositif du médiateur américain, précisent les députés.

Ces derniers sont aussi préoccupés par les récentes révélations relatives aux activités d’espionnage conduites par un fournisseur américain de services électroniques, et par les nouvelles règles autorisant l’agence de sécurité nationale américaine à partager avec d’autres agences telles que le FBI de grandes quantités de données privées collectées sans mandat, décision de justice ou autorisation du Congrès.

Débat: mercredi 5 avril

Vote: jeudi 6 avril

Procédure: déclaration de la Commission avec résolution

#PrivacyShield #DataProtection

En savoir plus

- Communiqué de presse suite au vote en commission (23.03.2017, en anglais)
- Profil du rapporteur Claude Moraes (S&D, UK)
- Service de recherche du PE - Du Safe Harbour au bouclier de protection: les avancées et les défaillances des nouvelles règles UE/États-Unis en matière de transfert de données (19.01.2017, en anglais)

Le Président de l'Eurogroupe prié de venir débattre des réformes grecques

Jeroen Dijsselbloem, Président de l'Eurogroupe et figure de proue de la "troïka", a été invité au Parlement pour expliquer l'état d'avancement de la deuxième révision du programme d'ajustement économique pour la Grèce lors d'un débat mardi après-midi.

Lors de la réunion de la commission économique et monétaire le 21 mars dernier, plusieurs députés européens ont pressé M. Dijsselbloem de questions sur ses récentes déclarations faites à la presse .

Débat: mardi 4 avril

Procédure: déclaration du Président de l'Eurogroupe

#Greece #eurogroup @J_Dijsselbloem

En savoir plus

- Communiqué de presse sur la réunion de la commission des affaires économiques et monétaires : "Le chef de l'Eurogroupe sommé de présenter ses excuses après des remarques insultantes et machistes" (21.03.2017, en anglais)

Révision des règles d'homologation des véhicules pour éviter de nouveaux scandales des émissions

Pour prévenir un nouveau scandale du type de celui des émissions de Volkswagen, le Parlement modifiera, suite à un vote mardi, les règles du système d'homologation des véhicules de l'UE. L'objectif étant de faire en sorte que les tests de sécurité et environnementaux soient réalisés de façon plus indépendante, et de renforcer la capacité de contrôle de l'UE et des États membres sur les véhicules déjà en circulation.

Les députés de la commission du marché intérieur proposent des modifications à la proposition de la Commission européenne pour permettre un audit plus complet du travail des centres d'essai et des autorités nationales en charge de l'homologation des véhicules mis en vente, pour améliorer le contrôle des véhicules déjà en circulation, et pour donner à la Commission des pouvoirs de contrôle lui permettant de vérifier que les autorités nationales font bien leur travail et, dans certains cas, de tester elle-même les véhicules.

Selon les règles modifiées, chaque année, les États membres de l'UE devront contrôler au moins 20% des modèles de véhicules mis sur le marché dans leur pays l'année précédente. Ils devront également s'assurer de la validation par la Commission européenne de leurs ''programmes nationaux de surveillance'', qui seront soumis à un réexamen périodique.

Les constructeurs automobiles qui violent les règles, par exemple en falsifiant les résultats des essais, risquent des amendes administratives pouvant aller jusqu'à 30 000 euros par véhicule et qui pourraient être perçues par la Commission européenne si aucune amende n'est infligée au niveau national.

Ce vote donnera aux négociateurs du Parlement, menés par Daniel Dalton (ECR, UK), un mandat pour débuter les négociations en trilogue avec le Conseil et la Commission. Le Conseil doit encore arrêter sa position sur ce dossier avant que les négociations puissent commencer.

Note à l'attention des journalistes

La procédure d'homologation est le dispositif par lequel les autorités nationales certifient qu'un nouveau modèle de véhicule répond à toutes les exigences de l'UE en matière de sécurité, d'environnement et de production, avant que ce modèle puisse être commercialisé.

Débat: mardi 4 avril

Vote: mardi 4 avril

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), première lecture

#CleanerCars

En savoir plus

- Projet de rapport sur la réception et la surveillance du marché des véhicules à moteur
- Communiqué de presse suite au vote en commission (09.02.2017)
- Profil du rapporteur Daniel Dalton (ECR, UK)
- Fiche de procédure
- Service de recherche du PE - Véhicules à moteur: nouvelles règles de réception et de surveillance du marché (en anglais)
- Fiche d'information de la Commission - La législation de l'UE en matière de normes de réception et d'émissions des véhicules particuliers (en anglais)
- Produits audiovisuels pour professionnels

Exemption de visa pour l'Ukraine: vote final du Parlement

Les citoyens ukrainiens auront le droit de voyager dans l'UE sans visa, selon un projet législatif mis aux voix jeudi en séance plénière. Le texte a déjà été convenu de manière informelle avec le Conseil. Il devrait entrer en vigueur début juin.

Les détenteurs d'un passeport biométrique pourront se rendre dans l'UE pour une durée de 90 jours sur une période de 180 jours, à des fins touristiques, professionnelles ou autres, mais ne pourront pas travailler. Avant d'exempter les Ukrainiens de l'obligation de visa, l'UE a renforcé son mécanisme de suspension d'exemption de visa, afin de permettre une réintroduction plus aisée des visas dans des cas exceptionnels.

Débat: mercredi 5 avril

Vote: jeudi 6 avril

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), accord en première lecture

#Ukraine #visa

En savoir plus

- Projet de rapport sur la proposition visant à exempter les citoyens ukrainiens de l'obligation de visa
- Accord entre députés et négociateurs du Conseil pour lever l'obligation de visa dans l'UE pour les Ukrainiens (communiqué de presse, 28.02.2017)
- Suspension de l'exemption de visa: les députés soutiennent des mesures "frein de secours" (communiqué de presse, 15.12.2016)
- Profil du rapporteur Mariya Gabriel (PPE, BG)
- Fiche de procédure
- Produits audiovisuels pour professionnels

Des règles pour protéger les petits investisseurs et aider les PME à accéder à diverses sources de capitaux

Les entreprises, en particulier les PME, devraient considérer qu'il est plus facile et moins onéreux d'accéder à diverses sources de capitaux à travers l'UE, grâce aux nouvelles règles visant à simplifier les prospectus publiés en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation. Ces règles seront débattues mardi et mises aux voix du Parlement mercredi.

Ces règles uniformes pour les prospectus et l'information qu'ils fournissent devraient aussi protéger les investisseurs, tout en créant un marché unique des capitaux plus efficace dans lequel ils peuvent faire fructifier leur argent.

Les députés se sont mis d'accord provisoirement avec le Conseil sur ces nouvelles règles en décembre 2016.

Débat: mardi 4 avril

Vote: mercredi 5 avril

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), accord en première lecture

#capitalmarketsunion, #CMU

En savoir plus

- Projet de résolution sur le prospectifs à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation
- Profil du rapporteur Petr Ježek (ADLE, CZ)
- Fiche de procédure

Vote final sur les règles facilitant l'accès des PME à diverses sources de capitaux à travers l'UE

Un projet de règles visant à rendre les fonds monétaires plus résistants aux crises et aux perturbations du marché sera soumis au vote final du Parlement mercredi. Les fonds monétaires fournissent des actifs liquides facilement accessibles aux investisseurs souhaitant diversifier leur portefeuille, aux start-ups et aux petites et moyennes entreprises (PME), mais ils peuvent être vulnérables aux retraits effectués dans des conditions de panique.

Le Parlement a inclus une nouvelle catégorie de fonds monétaires - des fonds monétaires à valeur liquidative à faible volatilité - afin d'améliorer leur fonctionnement dans l'économie réelle.

Les députés et le Conseil ont conclu un accord provisoire sur ces nouvelles règles en novembre 2016.

Débat: mardi 4 avril

Vote: mercredi 5 avril

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

#moneymarketfunds

En savoir plus

- Projet de résolution sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur les fonds monétaires
- Profil du rapporteur Neena Gill (S&D, UK)
- Fiche de procédure
- Service de recherche du PE: note d'information sur les fonds monétaires (20.04.2015)
- Produits audiovisuels pour professionnels

Le Parlement en faveur de la flexibilité budgétaire: 6 milliards d'euros supplémentaires pour l'emploi, la croissance et la résolution de la crise migratoire

Les projets facilitant le transfert de fonds au sein du budget à long terme de l'UE, afin de relever des défis urgents tels que résoudre la crise migratoire, accroître la sécurité, encourager la croissance et créer de l'emploi, seront mis aux voix mercredi. Le Parlement œuvre depuis longtemps en faveur d'une flexibilité accrue du cadre financier pluriannuel (CFP), qui s'appliquerait à la période restante du CFP 2014-2020.

Cette toute première révision du CFP modifierait le règlement de 2013 sur le cadre financier pluriannuel afin de renforcer les diverses dispositions liées à la flexibilité et aux instruments spécifiques, ce qui permettra de transférer plus facilement davantage de fonds entre les rubriques et exercices budgétaires. De plus, des montants budgétaires complémentaires équivalant à 6,009 milliards d'euros seront disponibles et utilisés pour des mesures migratoires et des programmes visant à encourager l'emploi et la croissance.

Débat: mardi 4 avril

Vote: mercredi 5 avril

Procédure: approbation

Conférence de presse: mercredi 5 avril à 14h30, en présence des rapporteurs

#MFF #EUBudget

En savoir plus

- Projet de recommandation sur la proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (UE, Euratom) n°1311/2013 fixant le cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020
- Note d'information du Think Tank du PE: révision à mi-parcours du cadre financier pluriannuel 2014-2020
- Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire (27.03.2017)
- Profil du rapporteur Jan Olbrycht (PPE, PL)
- Profil du rapporteur Isabelle Thomas (S&D, FR)
- Fiche de procédure
- Service de recherche du PE - Cadre financier pluriannuel (2014-2020): révision à mi-parcours (17.03.2017) (en anglais)
- Communiqué de presse du Conseil sur l'accord au Conseil (07.03.2017) (en anglais)
- Résolution du Parlement européen du 26 octobre 2016 sur la révision à mi-parcours du CFP 2014-2020
- Produits audiovisuels pour professionnels

Migration: les députés demandent des mesures multilatérales

Des mesures multilatérales sont nécessaires de toute urgence pour gérer le nombre sans précédent de migrants en déplacement dans le monde, et notamment pour mettre un terme aux décès en Méditerranée, vont insister les députés dans une résolution qui sera débattue mardi et mise aux voix mercredi.

Le projet de texte appelle à un "régime de gouvernance multilatérale" pour la migration internationale, à une coopération accrue entre l'UE, les organismes spécialisés des Nations unies, les banques de développement et d'autres acteurs, et l'implication du Parlement européen dans la conclusion d'accords en matière de migration avec des pays tiers. La résolution soutient également la campagne "Together" des Nations unies visant à lutter contre les perceptions et attitudes négatives à l'égard des réfugiés et des migrants.

Selon le Haut-Commissariat aux réfugiés, 65,3 millions de personnes - dont 40,8 millions de déplacés internes et 21,3 millions de réfugiés - ont été déplacées de force suite à des conflits, de la violence, des violations des droits de l'homme, des violations du droit international humanitaire et de la déstabilisation.

Débat : mardi 4 avril 2017

Vote : mercredi 5 avril 2017

Résolution non-législative

#JoinTogether

En savoir plus

- Projet de résolution sur la gestion des flux de réfugiés et de migrants: le rôle de l'action extérieure de l'Union
- Communiqué de presse sur le vote en commission (31.01.2017)
- Profil du rapporteur Agustín DÍAZ DE MERA (PPE, ES)
- Profil du rapporteur Elena VALENCIANO (S&D, ES)
- Fiche de procédure
- Compilation EPRS: "L'UE et la migration" - Ce qu'en pensent les Think Tanks (octobre 2016)
- Étude EPRS: "L'impact croissant de la politique migratoire de l'UE sur la coopération au développement" (octobre 2016) (en anglais)
- Produits audiovisuels pour professionnels
- Extraits vidéo du vote en commission et déclaration d'Elena VALENCIANO (S&D, ES) (31.01.2017)

Corps européen de solidarité: les députés demanderont un budget dédié

Les députés vont en appeler à une législation rigoureuse et à un financement dédié pour le nouveau corps de solidarité qui crée 100 000 postes de bénévoles et emplois rémunérés destinés aux jeunes. Toutefois, le nouveau dispositif ne devrait pas être financé aux dépens d'Erasmus+ ou d'autres programmes européens, déclarent les députés dans un projet de résolution qui sera mis aux voix jeudi.

Le texte appelle aussi à faire une distinction claire entre les activités bénévoles et les offres d'emplois, afin de s'assurer qu'aucune organisation participant au dispositif n'utilise les jeunes comme volontaires non rémunérés alors que des emplois de qualité sont disponibles.

A l'occasion d'une question orale présentée par la commission de la culture et de l'éducation, les députés interrogeront la Commission sur la façon dont le dispositif de corps de solidarité renforcera les programmes existants en matière de bénévolat, plutôt qu'il ne fera doublon.

La Commission devrait présenter une proposition législative en mai, suite à sa communication sur le corps européen de solidarité en décembre 2016.

Débat: lundi 3 avril

Vote: jeudi 6 avril

Procédure: question avec demande de réponse orale à la Commission, résolution non législative

#EUSolidarityCorps

En savoir plus

- Communiqué de presse suite au vote en commission (22.03.2017)
- Communication de la Commission - Un corps européen de solidarité (en anglais)
- Site internet de la Commission - Le corps européen de solidarité
- Produits audiovisuels pour professionnels

Exportations brésiliennes de viande avariée : les députés interrogent la Commission sur les risques pour les consommateurs européens

Quelle quantité de viande contaminée du Brésil a-t-elle atteint les côtes de l'UE, pourquoi les contrôles aux frontières de l'UE n'ont-ils pas révélé une fraude alimentaire apparemment systémique et quel impact ce scandale aura-t-il sur les négociations commerciales en cours avec le Mercosur? Telles sont les questions que les députés poseront à la Commission lundi soir.

Le 21 mars, les membres de la commission de l'agriculture du Parlement ont déploré l'absence de contrôles crédibles de sécurité alimentaire au Brésil et ont souligné que l'Union européenne devait faire tout ce qui était en son pouvoir pour protéger ses consommateurs. Beaucoup ont également critiqué le fait que les contrôles à l'importation aux frontières de l'UE n'ont pas révélé une fraude apparemment ancienne et ont exigé des solutions.

Contexte

Une enquête menée par la police fédérale brésilienne sur deux des plus grandes entreprises brésiliennes de transformation de la viande (JBS & BRF) a révélé des fraudes graves et une corruption sérieuse montrant que des produits de viande potentiellement dangereux étaient introduits dans la chaîne alimentaire, mettant ainsi potentiellement les consommateurs européens en danger.

Le Brésil est le premier exportateur mondial de viande bovine et de volaille. Il est également le plus grand fournisseur de viande de l'UE, exportant chaque année des centaines de milliers de tonnes de bœuf et de poulet vers l'Union.

En 2015, le Brésil a fourni à l'UE plus de 140 000 tonnes de viande bovine, soit 42,1% de ses importations totales de bœuf. En 2014, le pays a fourni environ 60% des 0,8 million de tonnes d'importations de volailles de l'Union européenne. Selon l'OCDE, l'UE a consommé près de 7,77 millions de tonnes de viande bovine en 2015 et plus de 12,72 millions de tonnes de volaille en 2014.

Cela donne à penser que les importations en provenance du Brésil représentent environ 1,8% de la consommation totale de viande bovine de l'UE et 3,77% de la consommation totale de volailles de l'UE.

Débat: lundi 4 avril

Procédure: question avec demande de réponse orale à la Commission

#foodsafety

En savoir plus

- Question avec demande de réponse orale sur les pratiques frauduleuses dans le secteur de la viande au Brésil
- Communiqué de presse sur le débat en commission de l'agriculture (21.03.2017) (en anglais)
- Matériel audiovisuel pour professionnels

Les députés approuvent l'aide de 71,5 millions d'euros de l'UE après les catastrophes naturelles au Royaume-Uni, à Chypre et au Portugal

Les députés devraient approuver lors d'un vote mercredi une aide de l'UE d'un montant de 71 524 810 euros pour réparer les dommages causés par les inondations au Royaume-Uni de décembre 2015 à janvier 2016, par les incendies à Chypre d'octobre 2015 à juin 2016 et par les incendies sur l'île portugaise de Madère en août 2016. Cette aide est financée par le Fonds de solidarité de l'UE.

Inondations au Royaume-Uni (2015-2016)

L'aide proposée totalise 60 301 050 euros. De décembre 2015 à janvier 2016, 11 régions du Royaume-Uni ont été touchées par de fortes chutes de pluie et des vents violents, qui ont provoqué des inondations et ont endommagé les infrastructures.

Chypre: sécheresse et incendies (2015-2016)

L'aide proposée se monte à 7 298 760 euros. D'octobre 2015 à juin 2016, Chypre a connu de très faibles taux de précipitations et des températures extrêmement élevées. La combinaison de ces deux facteurs a occasionné une grave sécheresse qui a détruit les cultures, provoqué des incendies de forêts et de végétation, et engendré une pénurie d'eau. Deux puissants incendies en juin 2016 ont détruit une zone de plus de 2 600 hectares de forêt domaniale.

Incendies à Madère, Portugal (2016)

L'aide proposée totalise 3 925 000 euros. Entre le 8 et le 13 août 2016, l'île portugaise de Madère a subi de graves incendies qui ont brûlé 6 000 hectares. Ils ont conduit à la destruction d'infrastructures publiques essentielles, de bâtiments publics, de résidences privées, de commerces et ont causé des dommages à l'agriculture.

L'aide de 71,5 millions d'euros doit permettre de reconstruire les infrastructures essentielles, de rembourser le coût des mesures d'urgence et de couvrir les frais de certaines opérations de nettoyage.

Prochaines étapes

Si la commission des budgets approuve l'aide lors du vote prévu lundi soir, le Parlement dans son ensemble se prononcera mercredi. Le Conseil a approuvé l'aide le lundi 3 avril. Si le Parlement dans son ensemble donne son feu vert, les fonds pourraient être disponibles dans quelques semaines.

Contexte

Le Fonds de solidarité de l'UE a été créé en 2002 en réponse aux inondations catastrophiques en Europe centrale qui se sont produites cet été-là. Depuis, le Fonds a permis de réaliser des travaux de reconstruction après plus de 70 catastrophes (notamment des inondations, des feux de forêt, des tremblements de terre, des orages et des sécheresses) dans au moins 24 pays de l'UE, pour un montant total de 3,7 milliards d'euros.

Séance plénière

Vote: mercredi 5 avril

Procédure: procédure budgétaire

#EUSF #EUfunds

En savoir plus

- Profil du rapporteur José Manuel Fernandes (PPE, PT)
- Fiche de procédure

Les députés appellent à mettre fin aux nouvelles autorisations de maïs génétiquement modifié

Une résolution non contraignante, qui s'oppose au projet de la Commission visant à autoriser l'importation de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux dérivés du maïs génétiquement modifié résistant aux herbicides et aux parasites ou en contenant, sera mise aux voix mercredi. Elle souligne le manque de données sur les nombreuses sous-combinaisons de la variété -qui seraient aussi autorisées- et réitère l'appel du Parlement pour une réforme de la procédure d'autorisation des OGM dans l'UE.

Les députés soulignent que des centaines d'observations critiques ont été formulées par les États membres durant les trois mois qu'a duré la consultation, pointant notamment du doigt les informations manquantes ainsi que les études et essais mal exécutés.

Les députés ont aussi souligné que la Commission européenne autorisait toujours les OGM dans l'UE sans le soutien de l'opinion des commissions des États membres. Cela devait être une exception à la procédure habituelle de prise de décision, mais c'est devenu la norme.

Note à l'attention des journalistes

Le projet de décision d'exécution de la Commission européenne autoriserait le maïs génétiquement modifié Bt11 × 59122 × MIR604 × 1507 × GA21, et l'ensemble des 20 sous-combinaisons de ses événements.

Le Parlement s'est opposé en octobre 2015 à une autre législation de l'UE qui permettrait à tout État membre de restreindre ou d'interdire sur son territoire la vente et l'utilisation de denrées alimentaires ou d'aliments pour animaux génétiquement modifiés approuvés par l'UE. Les députés s'inquiètent de cette loi qui pourrait s'avérer inapplicable ou qui mènerait à la réintroduction des contrôles aux frontières entre les pays pro ou anti OGM. Ils exhortent la Commission à présenter une nouvelle proposition.

Vote: mercredi 5 avril

Procédure: résolution non législative

#GMO #maize

En savoir plus

- Communiqué de presse suite au vote en commission (21.03.2017, en anglais)
- Service de recherche du PE: Importations de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux génétiquement modifiés - le droit des États membres de se retirer (en anglais)
- Produits audiovisuels pour professionnels

Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, le jeudi 6 avril vers 10h00, avec des votes intervenant à 12h00 sur les sujets suivants:

- Russie, l'arrestation d'Alexei Navalny et d'autres manifestants
- Biélorussie
- Bangladesh, y compris les mariages d'enfants

Vote: jeudi 6 avril

Procédure: résolutions non législatives

#humanrights

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

- Journée internationale des Roms, question orale, débat jeudi;
- Echange automatique de données relatives à l'enregistrement des véhicules, Hyusmenova, Grapini (COD), vote mercredi;
- Acquis de Schengen relatif au système d'information Schengen dans la République de Croatie, Melo, vote mercredi;
- Traite des êtres humains, question orale, débat lundi; et,
- Vote sur une convention internationale sur la responsabilité maritime.